



Mali : le plus dur reste à venir...

Par [Leslie Varenne](#)

Mondialisation.ca, 13 octobre 2020

[Iveris](#) 6 octobre 2020

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

La junte au pouvoir à Bamako et le nouveau Premier ministre ont enfin nommé un gouvernement. La tâche qui attend cette nouvelle équipe est titanesque dans un pays où plus rien ne va...

Alors que le Mali fait face à une urgence absolue dans tous les domaines, le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) s'est perdu dans des calculs politiques et des atermoiements. Il a fallu attendre plus d'un mois et demi pour qu'il forme un gouvernement, certes resserré, vingt-cinq ministres, mais cette nouvelle équipe risque de poser plus de problèmes qu'elle n'en résoudra.



Crédit photo : Bamakonews.

Un gouvernement de combat ?

Premier constat : le CNSP s'est octroyé des postes de choix avec quatre portefeuilles, dont trois éminemment stratégiques : Défense, Sécurité et Administration territoriale. Ce dernier ministère étant celui qui sera en charge d'organiser les futures élections, les militaires démontrent ainsi qu'ils gardent la main sur l'avenir. Les ministres de la Défense et de la Sécurité sont tous deux issus de la Garde nationale, un corps qui n'a pas très bonne presse auprès de la troupe, ce qui pourrait augurer certaines tensions au sein de l'armée. Le ministère de la Réconciliation, lui, a été donné au colonel Ismaël Wagué, qui s'est fait connaître comme porte-parole du CNSP. Cependant, si ce poste est important et prestigieux sur le papier, dans les faits, il n'est pas vraiment capital.

Second constat : les groupes armés du Nord signataires de l'Accord d'Alger obtiennent quatre ministères, deux pour la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et deux pour la Plateforme (groupes pro-Bamako). L'arrivée de la CMA au gouvernement est en soi une excellente nouvelle. Quelques jours avant l'annonce de ces nominations, alors que la Coordination était toujours en négociations avec le CNSP, Mohamed Ould Sidati, le président de cette organisation, déclarait à l'auteur de ces lignes « *ce serait une grande avancée pour*

le Mali, pour le processus de stabilité et pour l'unicité du pays ». Sauf que ce n'est pas aussi simple. D'une part, les ministères obtenus par Mahmoud Ould Mohamed et Mossa Ag Attaher, respectivement 17e et 24e dans l'ordre protocolaire, à l'Agriculture et à la Jeunesse et aux Sports ne sont pas stratégiques, même si l'Agriculture est d'importance pour le Mali. Cela risque d'être interprété par leurs éléments comme de la figuration. D'autre part, cela pose quelques questions : comment ces groupes justifieront-ils de garder leurs armes et donc de continuer à assurer eux-mêmes la sécurité de leurs zones tout en siégeant au gouvernement ? Quelle sera la réaction de leurs troupes sur le terrain ? Quelles seront les relations entre la CMA et la Plateforme, au sein d'une même équipe gouvernementale ? Cela risque d'être fort compliqué à gérer pour les uns comme pour les autres et surtout pour le Président Bah Ndaw et son Premier ministre Moctar Ouane.

Enfin, dernier élément notable, le peu de place laissée au M5, ce mouvement de contestation qui depuis le mois de juin 2020 avait appelé à la démission du Président Ibrahim Boubacar Keïta et sur lequel le CNSP s'était appuyé pour justifier son coup d'État du 18 août dernier. Ce mouvement n'obtient que quatre ministères, dont trois attribués aux proches de l'imam Dicko, ce qui semble acter la rupture entre le religieux et cette coalition de partis politiques et d'associations de la société civile.

Un pays à terre

Pour autant, ceux qui parieraient sur l'affaiblissement ou la mort du M5 auraient tort car c'est la colère populaire qui a porté ce mouvement et non l'inverse. Si ce nouveau gouvernement ne répondait pas aux attentes des Maliens, la contestation pourrait renaître à tout moment sous une forme ou sous une autre. L'embargo de la Cedeao qui vient d'être levé aujourd'hui a pesé lourd sur les flux commerciaux et financiers, d'autant que ces mesures se sont cumulées avec les nombreux problèmes économiques du pays. Cette année, les prévisions de la production de coton, qui est le moteur économique du Mali et plus particulièrement de la région de Sikasso, font état d'une baisse de 50%. À la suite de la chute des cours, le précédent gouvernement avait réduit le prix bord champ, le faisant passer de 275 à 200 francs CFA (0,41 à 0,30 euro). Il est revenu sur sa décision en le portant à 250 CFA (0,38 euro), mais cette mesure a été prise trop tardivement, les agriculteurs ont donc préféré ne pas cultiver. Les inondations survenues pendant la saison des pluies ont compromis également la production de riz. Les conflits dans le Centre réduisent aussi les récoltes de mil.

Côté infrastructures, ce n'est guère mieux. Nombre de routes sont devenues impraticables, celle reliant Gao à Sévaré ne l'est d'ailleurs plus depuis quatre ans. Les fortes précipitations ont également endommagé les pistes. Même dans la capitale, en dehors des grands axes, dans les ruelles des quartiers, voitures et scooters doivent slalomer entre les trous béants. Les deux grands hôpitaux de Bamako sont devenus des mouiroirs, il y a eu une épidémie de paludisme dans le nord du pays et les dispensaires sont restés sans médicaments pendant plus d'une dizaine de jours, l'éducation nationale est à terre...

Gagner la guerre ?

Pour parfaire ce funeste tableau, l'insécurité a gagné l'ensemble du pays et sur ce terrain-là aussi les attentes des Maliens sont nombreuses. Les soldats continuent de mourir en opération, aux moins dix ont péri le 4 septembre près de la frontière mauritanienne, quatre sont décédés le 9 près de Niono, au moins trois autres le 23 à Boulkessi. Le 29 septembre à Boni, dans le cercle de Douentza, plus d'une dizaine de militaires sont morts lors

d'affrontements terribles avec des terroristes, la vidéo circulant sur les messageries privées montre des djihadistes en sandales en train d'anéantir des hommes pourtant bien équipés. Lors de son premier discours à la nation, le 22 septembre, le colonel Assimi Goïta, aujourd'hui vice-président du Mali, a promis de gagner la guerre contre les groupes terroristes et de reconstruire le pays. Le plus dur reste à faire...

Leslie Varenne

La source originale de cet article est [Iveris](#)
Copyright © [Leslie Varenne](#), [Iveris](#), 2020

Articles Par : [Leslie Varenne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca